

## CHRONOLOGIE DE REFLEXION : RESOLUTION DU CONFLIT DE LOIS

**1) Constatation de l'élément d'extranéité** (nationalité, domicile etc).

**2) Qualification lege fori de la catégorie juridique :** CASS 1995 Caraslanis : selon les conceptions du for (autorité saisie)

**3) Regarder existence de loi d'application immédiate ou reconnaissance des situations**

- Loi de police (exigence de rattachement au for + distinction selon la source de son application)
- RMI (voir si elle est d'application immédiate)

Dans ces cas-là application de ces lois sur les points concernés. A défaut et pour les autres points du litige (étape 6 : mise en œuvre de la RCL)

- Article 61-3-1 du code civil : Si autre nom à l'état civil d'un autre état possibilité de demander à changer le sien en France à l'officier d'état civil sans procédure judiciaire + pour autres domaines se baser sur l'Article 8 de la CEDH (CEDH 2013 Kissmoun c/France) et liberté de circulation (CJCE 2008 Grunkin Paul).

**4) Détermination de l'office selon la nature des droits litigieux :**

- Droits disponibles : le juge peut appliquer la RCL (faculté) sauf si accord procédural des parties (CASS 1988 Roho) mais il en a l'obligation si les parties le demandent (CASS 1968 Schwartz)
- Droits indisponibles (obligatoire) et pas d'accord procédural (CASS 1999 Mutuelles du Mans).

**5) Résolution des incidences de facteur temps**

-RCL (règles transitoires ou si absence CASS 1982 Ortiz Estacio (article 2 : la loi ne rétroagit pas)

- Formation d'un nouveau droit : loi au moment des faits
- Reconnaissance d'effet : loi ancienne (effets anciens) / loi nouvelle (effets nouveaux)

-Critère de rattachement : Modification réelle (Règles mobiles ou absence résolution internationaliste casuistique)

**6) Mise en œuvre RCL (que ce soit française ou étrangère)**

- Application des RCL selon les catégories juridiques
- Regarder s'il existe une RMI dans l'ordre juridique désigné applicable (application indirecte)
- Regarder théorie de l'équivalence (CASS 1999 Compagnie Royale Belge) : Appréciation in concreto du résultat (nécessite une motivation à défaut cassation). Si loi équivalente possibilité d'appliquer la loi française directement

**7) Détermination du contenu de la loi**

- Si loi française pas de problème.
- Si loi étrangère : preuve de la loi étrangère (CASS 2005 CIV Aubin, COM Itarco)

Si échec application subsidiaire de la loi française (obligation de moyens), motivation nécessaire

**8) Regarder s'il y a des correctifs à la RCL**

- Exception d'OP
- Renvoi (1<sup>er</sup> degré, 2<sup>nd</sup> degré).
- Modification artificielle, fraude à la loi (CASS 1878 : Princesse de Beauffremont, CASS 1985 CARON)

**9) Application de la loi matérielle désignée :** Application distributive à chaque question

